

Note de contexte: « Entrez dans l'histoire, arrêtez l'épidémie du sida »

1. Le contexte de l'action: l'année 2010

2010 est une année fondamentale pour la lutte contre le sida, et plus particulièrement pour le sort du monde en développement.

Les engagements d'atteindre l'accès à la prévention, à la prise en charge médicale et aux traitements pour tous d'ici 2010, réitérés lors des deux derniers sommets du G8 par leurs dirigeants, dont M. Nicolas Sarkozy, sont loin d'être respectés. Avec une personne vivant avec le VIH sur trois ayant accès aux traitements dans les pays du Sud, les nouvelles contaminations vont plus vite que les mises sous traitement. Cela suppose obligatoirement une prise de conscience politique des pays du Nord et une accélération des efforts financiers.

Mais 2010 est aussi une année de bilan. En septembre se tiendra en effet la conférence mondiale sur l'état d'avancement des **Objectifs du Millénaire pour le Développement**¹ (OMD), adoptés en 2000 par les Nations Unies, sensé réduire la pauvreté de la moitié d'ici 2015 et dont le constat risque d'être accablant.

Enfin, c'est en octobre prochain qui se tiendra la **3eme Conférence de Reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida**, la tuberculose et le paludisme, mécanisme de financement essentiel pour atteindre les résultats promis et ayant fait preuve depuis sa création, d'innovation et efficacité. Lors de cette conférence de haut niveau, qui a lieu tous les 3 ans, les pays donateurs annoncent leur contribution financière triennale au Fonds mondial. De cette conférence dépendent les programmes que le Fonds mondial pourra mettre en place au cours de la période 2011-2013.

Les chiffres clé :

- 300 nouvelles contaminations par heure dans le monde
- Près de 60 millions de personnes ont été infectées par le VIH depuis les années 1980, et 25 millions en sont mortes.
- 2,7 millions de personnes ont contracté le virus en 2008
- Aujourd'hui : 33 millions de personnes vivant avec le VIH dont les deux tiers en Afrique subsaharienne
- Seulement 5 millions sont sous traitement
- Mais il se produit pratiquement trois nouvelles infections pour une mise sous traitement
- en 2008, 5,5 millions de malades ayant un besoin immédiat de médicaments anti-VIH n'ont pu en bénéficier
- 10 millions devraient être traités selon les recommandations de l'OMS (250 CD4/mm³) mais depuis 2009, l'OMS invite à traiter les personnes dès que leurs CD4 passent en dessous du seuil de 350 cellules/mm³. Cela augmente les nombres de personnes devant avoir accès au traitement.
- En proposant un dépistage universel et en traitant immédiatement les personnes séropositives, la proportion de gens porteurs du VIH tomberait à moins de 1% en cinquante ans, selon l'OMS

2 . Les enjeux de la Conférence de Reconstitution

Il va de soi : la crise financière n'aide pas à rendre les pays donateurs particulièrement généreux. Cependant, dans une économie mondialisée et interdépendante, les pays du Nord ne peuvent certes esquiver

¹ Voir en particulier l'OMD 6 (réduire de moitié le taux de mortalité et morbidité du VIH et des autres pandémies et inverser la tendance de l'incidence : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

Pour plus d'information merci de contacter :

Anna Sobieranska ou Francesca Belli, Responsable Communication Externe et Plaidoyer 01 41 83 46 65
/06 10 25 52 03 asobieranska@aides.org/fbelli@aides.org

les répercussions que les problèmes de développement au Sud ont dans nos pays. D'autant plus que virus, bacilles et moustiques, eux, ne connaissent pas de frontières.

Le gap financier par rapport aux besoins de financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Sud s'élèverait à au moins à 24 milliards de dollars annuels. Il est indéniable que la lutte contre les trois grandes maladies transmissibles a été la principale bénéficiaire de l'augmentation de l'aide internationale en santé : sur les 14,5 milliards de dollars d'aide en santé en 2007 pour lesquels une information sur le type d'actions soutenues était disponible, 5,1 milliards étaient destinés au VIH/Sida, 0,7 milliard à la tuberculose et 0,8 milliard au paludisme². PEPFAR³ et le Fonds Mondial ont été les principaux catalyseurs de cette mobilisation de ressources. Cela s'est traduit par de véritables réussites sur le terrain. Les succès de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose incitent à continuer le travail, à avancer davantage vers le contrôle des trois pandémies et l'atteinte de l'OMD 6.

Cela passe par un effort financier supplémentaire. Dans la lutte contre le sida d'abord. L'ONUSIDA estime à **entre 28 et 42 milliard de dollars annuels** le coût global rien que pour l'année 2010 pour se donner les moyens d'atteindre d'ici 2015 l'accès universel aux services de prévention, de soins et de traitement du VIH⁴. En 2007, l'ensemble des dépenses consacrées à la lutte contre le sida dans les pays à ressources limitées, aide comprise, s'élevaient à environ 10 milliards de dollars⁵. Le montant actuel est certainement un peu plus élevé. Mais le gel des financements accordés par le Président Obama à la lutte internationale contre le sida invite à la plus grande vigilance. Surtout, le besoin de financement est très important : on peut estimer qu'**il manque au moins 18 milliards de dollars annuels pour progresser rapidement vers l'accès universel au traitement et à la prévention du VIH d'ici 2015.**

Résumé des besoins en financements pour la lutte contre les 3 grandes pandémies

Pour résumer, les estimations les plus récentes font état d'un besoin annuel de financement contre les 3 pandémies d'au moins :

- 28 milliards de dollars contre le VIH/Sida
- 8 milliards de dollars contre la tuberculose
- 5 milliards de dollars contre le paludisme
- 41 milliards de dollars contre les trois pandémies

Si l'on prend comme base les ressources actuellement mobilisées, le manque de financement (gap) s'élèverait chaque année à au moins :

- 18 milliards de dollars contre le VIH
- 2,5 milliards de dollars contre la tuberculose
- 3,5 milliards de dollars contre le paludisme
- 24 milliards de dollars contre les trois pandémies

2. Et la France ?

La France avait quadruplé son aide en santé entre 2000 et 2007. Fin 2007, l'APD⁶ en santé de la France atteignait 953 millions d'euro, soit 0,05% du revenu national brut (RNB). La France doit doubler son APD en

² Financing of global health: tracking development assistance for health from 1990 to 2007, Lancet.

³ The U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief: <http://www.pepfar.gov/>

⁴ Financial Resources Required to Achieve Universal Access to HIV Prevention, Treatment, Care and Support, ONUSIDA, September 2007, page 11

⁵ Financial Resources Required to Achieve Universal Access to HIV Prevention, Treatment, Care and Support, ONUSIDA, September 2007, page 2

⁶ Aide publique au Développement : <http://www.coordinationsud.org/Aide-publique-au-developpement-la>

Pour plus d'information merci de contacter :

Anna Sobieranska ou Francesca Belli, Responsable Communication Externe et Plaidoyer 01 41 83 46 65 /06 10 25 52 03 asobieranska@aides.org/fbelli@aides.org

santé et y consacrer 0,1% de son RNB, comme l'y invite depuis 2001 la Commission Macroéconomie et Santé de l'OMS afin de mobiliser les ressources nécessaires à l'atteinte des OMD en santé.

La France doit également cibler davantage l'Afrique sub-saharienne, car le continent africain est bien celui qui présente les plus importants défis en termes de santé et notamment de lutte contre les pandémies. Le Président de la République s'y était d'ailleurs engagé en 2007, au G8 d'Heiligendamm, en promettant l'octroi annuel d'1 milliard de dollars pour la santé en Afrique. Fin 2007, l'APD en santé de la France destinée à l'Afrique ne s'élevait officiellement qu'à 605 millions d'€, soit environ 814 millions de dollars. Si on soustrait de cette somme ce qui ne relève effectivement pas d'aide au développement, comme l'aide médicale d'Etat ou les dépenses relatives aux services de santé de l'armée, pas moins 447 millions de dollars manquaient fin 2007 à l'appel⁷. On ne dispose pas de chiffres désagrégés plus récents que ceux de 2007. Mais les évolutions récentes de l'APD globale française laissent supposer que ce fossé n'a pas été comblé. L'analyse fine des chiffres de l'APD tels qu'ils apparaissent dans le projet de loi de finances 2010 montre un recours accru aux prêts, ceux-ci étant moins adaptés que les dons au financement du secteur de la santé. En outre, les financements octroyés aux pays émergents augmentent sensiblement plus rapidement que ceux accordés à l'Afrique sub-saharienne⁸. Seul un engagement majeur additionnel permettra en 2010 de tenir la promesse prise au G8 de Heiligendamm d'octroyer un milliard de dollars en faveur de la santé en Afrique.

France 2011 – 2013 : quelle juste contribution donc ?

Ces trois dernières années, la France a figuré parmi les pays donateurs les plus importants du Fonds mondial, avec 300 millions d'euros par année. Après les Etats-Unis, elle est le deuxième pays donateur du Fonds mondial. La France doit doubler son aide en santé pour se conformer à la recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé d'y consacrer 0,1% de son revenu national brut.

Le Fonds vise à doubler le volume de ses ressources afin de garantir le passage à l'échelle de l'accès aux traitements, aux soins et à la prévention. Il a obtenu 10 milliards de dollars lors de sa dernière reconstitution. Il a donc besoin aujourd'hui de 20 milliards de dollars pour les trois prochaines années. La France doit porter sa contribution de 300 à 600 millions d'euros par an dès 2011.

3. Le Fonds mondial, pourquoi ?

Le Fonds mondial est un outil indispensable et original qui doit impérativement continuer à être soutenu et renforcé.

Le Fonds mondial c'est : Un système original de financement et de gouvernance, véritablement en réponse aux demandes des pays: Le Fonds mondial est caractérisé par une gouvernance originale et unique. Il est piloté conjointement par des représentants des donateurs et des bénéficiaires. Le Conseil d'Administration du Fonds mondial accorde aux pays bénéficiaires de l'aide d'un droit de vote égal à celui des pays donateurs. Dans le même ordre d'idée, les représentants des ONG du Nord et du Sud, et des communautés affectées par les maladies sont membres à part entière du Conseil d'Administration.

Depuis sa création en 2002, le Fonds Mondial a approuvé 19,2 milliards de dollars US de financements pour plus de 600 programmes répartis dans 144 pays.

À ce jour, et en moins d'une dizaine d'années, on estime que les programmes soutenus par le Fonds mondial ont permis de sauver 4,9 millions de vies. Les programmes financés par le Fonds mondial ont également permis à 2,5 millions de personnes de bénéficier d'un traitement antirétroviral, de fournir des traitements à 6 millions de personnes atteintes de la tuberculose active et permis la distribution de 104 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide pour prévenir le paludisme.

Plus précisément, en juin 2009, le Fonds mondial estimait aussi que 79 millions de personnes avaient subi un test de dépistage du VIH et reçu le counselling nécessaire; 537 000 femmes enceintes séropositives avaient reçu un traitement pour éviter la transmission du VIH à leur enfant ; 10 millions de travailleurs sanitaires et communautaires avaient reçu une formation adéquate en prestation de services; 3,7 millions d'orphelins et

⁷ L'aide publique au développement dans le projet de loi de finances pour 2010, Coordination Sud

⁸ L'aide publique au développement dans le projet de loi de finances pour 2010, Coordination Sud

Pour plus d'information merci de contacter :

Anna Sobieranska ou Francesca Belli, Responsable Communication Externe et Plaidoyer 01 41 83 46 65 /06 10 25 52 03 asobieranska@aides.org/fbelli@aides.org

d'enfants vulnérables avaient reçu un soutien et des soins de base; 110 millions de personnes avaient bénéficié des services d'extension communautaire.

Des trois objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en santé, l'OMD 6 sur le contrôle des pandémies infectieuses est celui qui affiche les meilleurs résultats. Cela plaide en faveur de la réussite du Fonds mondial, principal bailleur de fonds de la lutte contre les trois maladies.

TasP (Test and Treat) et Fonds mondial sont indissociables

Grâce aux résultats des essais du TasP (Traitement comme prévention), nous pouvons espérer aujourd'hui éradiquer la pandémie de VIH dans le monde. Pour atteindre cet objectif, le Fonds mondial est essentiel, car il est le seul bailleur capable de fournir des traitements et des programmes de prise en charge à grande échelle.

4. L'action des cartes

Cette action prend la forme d'une **double carte postale**.

1. Une première carte (voir ci-dessous « carte 1 ») s'adresse au Président de la République Nicolas Sarkozy. L'image reprend la célèbre photo de la Conférence de Yalta, que, en 1945 mettait un terme à la Seconde Guerre Mondiale. Le parallèle entre la fin d'une guerre qui a rendu les décideurs politiques de l'époque « inoubliables » et la possible éradication du sida, est clarifié par le slogan. Les visages des trois chefs d'état figurant dans la photo originale (Churchill, Roosevelt et Staline) sont remplacés par ceux d'Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et Barak Obama.

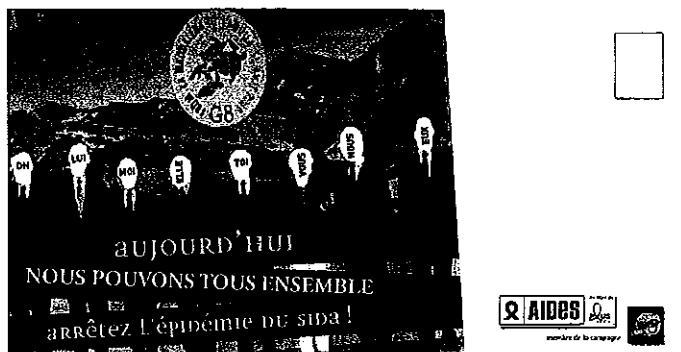


Nb : selon la législation française, les courriers adressés à la présidence de la république ne nécessitent pas de timbre postal.

2. La deuxième carte est pour vous, pour vos amis, pour vos parents et familles... bref, vous pouvez l'adresser à quiconque vous voulez communiquer qu'aujourd'hui nous pouvons vaincre le sida ! Le visuel reprend la photo officielle du G8 2009 à L'Aquila, en Italie. Les visages des « Grands » ont été remplacés par pronoms, symbolisant le fait que les citoyens dans pays industrialisés peuvent et doivent influencer sur les décisions de leurs décideurs.

Pour plus d'information merci de contacter :

Anna Sobieranska ou Francesca Belli, Responsable Communication Externe et Plaidoyer 01 41 83 46 65 /06 10 25 52 03 asobieranska@aidés.org/fbelli@aidés.org



MERCI DE VOTRE PARTICIPATION !

N 'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER SI VOUS AVEZ DES QUESTIONS !

Pour plus d'information merci de contacter :

Anna Sobieranska ou Francesca Belli, Responsable Communication Externe et Plaidoyer 01 41 83 46 65 /06 10 25 52 03 asobieranska@aides.org/fbelli@aides.org